

COUPS DE SONDE, DE MITHRA À LA SONACA

# Les patrons face à la quadrature du cercle politique

*Former un gouvernement fédéral paraît plus complexe que jamais. Sans cacher une certaine inquiétude, les chefs d'entreprise veulent toutefois éviter de dramatiser la situation.*

CHRISTOPHE DE CAEVEL

Les semaines qui ont précédé les élections, nous avons accompagné des candidats lors de visites d'entreprises. Maintenant que les résultats sont connus, nous sommes retournés dans ces entreprises, et quelques autres, pour tenter d'analyser cette situation politique bien compliquée.

## 1. Le blocage des institutions

Cela surprend peut-être mais l'éventualité d'une longue crise politique ne semble pas trop inquiéter les chefs d'entreprise sollicités par nos soins. Du moins pour leur business. « Les 541 jours avant la constitution du gouvernement Di Rupo n'ont eu aucun impact sur mon chiffre d'affaires, résume Fabienne Bister, CEO de la moutarderie familiale du même nom. Un gouvernement en affaires courantes ne prend pas une kyrielle de mesures qui finissent toujours par alourdir nos charges administratives. » D'autres, comme Frédéric Van Malleghem (Cambio) et Thierry Castagne (Technifutur), préfèrent pointer le fait que leur domaine d'activité (les alternatives à la voiture individuelle pour l'un, la formation pour l'autre) furent parmi les priorités d'action avancées par tous les partis durant la campagne et que, donc, quelles que soient les futures majorités, ils peuvent raisonnablement espérer des actions positives en ce sens.

Bernard Delvaux (Sonaca) ne partage pas ce relatif détachement. « Nous traversons une période de profonde transformation de nos sociétés, avec la globalisation, la digitalisation, les mouvements démographiques et l'appauvrissement général d'une grande partie de l'Europe, dit-il. La moindre des choses, dans des moments aussi cruciaux, c'est d'avoir un gouvernement apte à guider ces transfor-

mations. » Au vu de la distribution des cartes par les électeurs, la formation d'une coalition fédérale paraît plus nébuleuse que jamais. « Mais qui sait, le miracle belge va peut-être agir une fois de plus », risque le patron de la Sonaca.

L'inquiétude, c'est en tant que citoyens que nos interlocuteurs la ressentent. « La montée du racisme anti-musulman, anti-wallon, anti-flamand, ça me fait peur bien plus que la difficulté à installer un gouvernement fédéral, confie Fabienne Bister. Cette haine de l'autre n'a aucun sens. Nous voyons cela à travers le prisme belgo-belge mais c'est un

extrême droite aussi forte, c'en est presque désespérant », avance Frédéric Van Malleghem. « Un tiers de nos concitoyens ont voté pour des partis extrémistes, renchérit Michael Jeanty (Becarv). C'est catastrophique dans un pays situé au cœur de l'Union européenne. »

## 2. Le destin du pays

L'une des pistes de sortie de crise est l'adoption de nouvelles évolutions institutionnelles de la Belgique, qui serait de plus en plus confédérale. Nos interlocuteurs ne semblent pas persuadés par cette voie, ni même par le fossé entre les attentes des citoyens des différentes régions du pays. Ils insistent plutôt sur les similitudes entre les votes francophones et néerlandophones. « Au nord comme au sud, les populations râlent, dit Michael Jeanty. Différemment peut-être, mais elles râlent. » François Fornieri, CEO et cofondateur de Mithra, voit dans les résultats du 26 mai « un même vote de protestation à l'égard des grands partis traditionnels. Pour la première fois, les familles sociales-chrétiennes, libérales et socialistes ne représentent pas ensemble 50% du corps électoral. « Je ne pense pas que tant de Flamands soient subitement devenus séparatistes ou que 15% des Wallons aient envie d'un régime communiste, analyse François Fornieri. Nos concitoyens ont lancé le message 'occupez-vous de nous'. Il faut entendre ce message et se mettre autour de la table pour venir avec des solutions. Les leaders des deux premiers partis, Bart De Wever et Elio Di Rupo, sont des hommes politiques suffisamment intelligents pour comprendre qu'ils devront entamer un dialogue. »

François Blondel (KitoZyme, Delphi Genetics, OncoDNA) repart, lui, des

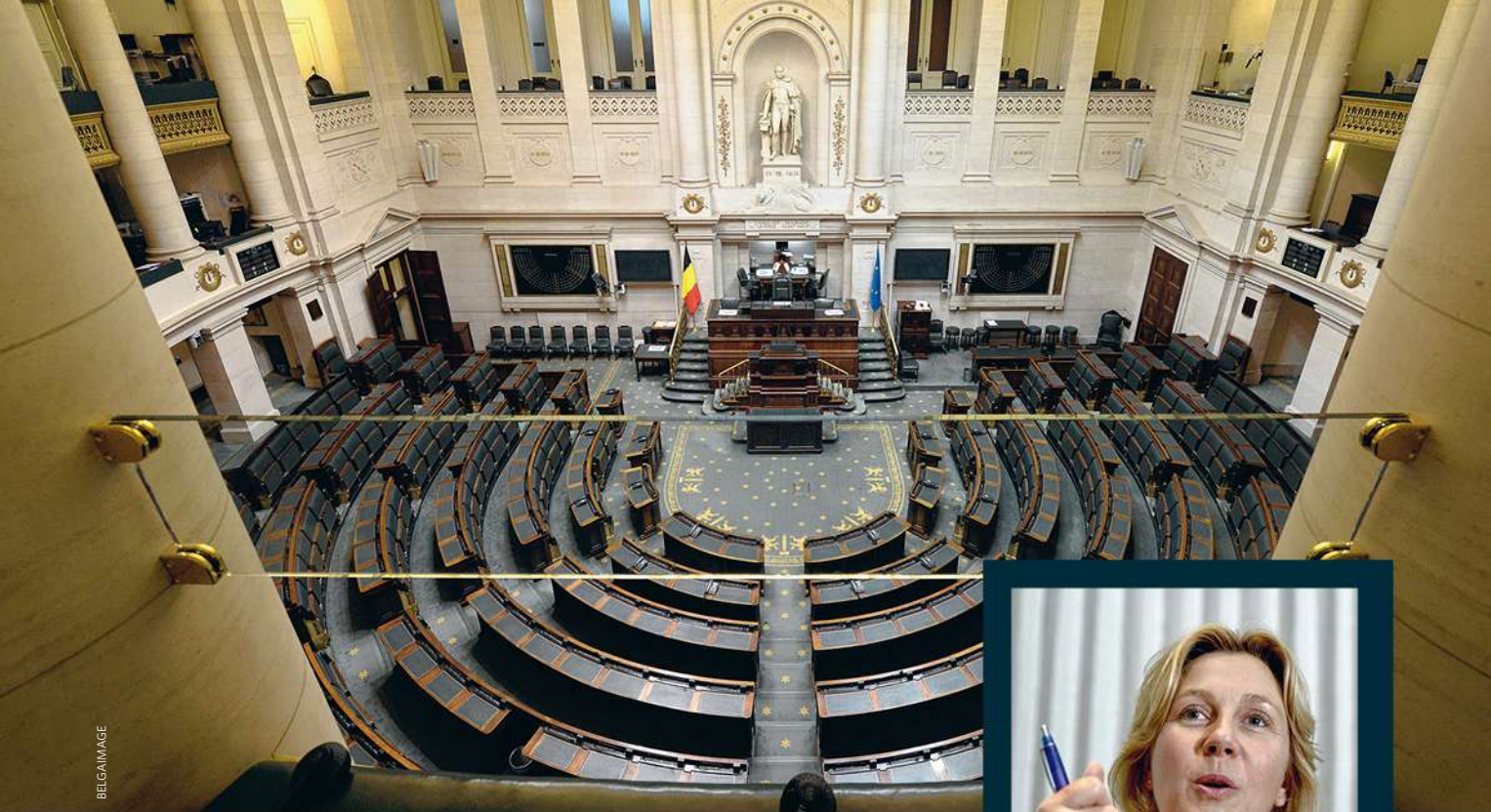


BELGAIMAGE

*« Au nord comme au sud, les populations râlent. Différemment peut-être mais elles râlent. »*  
**Michael Jeanty**  
*(Becarv)*

mouvement que l'on constate dans plein de pays. Et je trouve que c'est très inquiétant pour l'avenir. »

« J'ai 47 ans et c'est la première fois que je me réveille dans un pays avec une



BELGAINIMAGE



ISORPIX

**« Les gens n'ont pas voté par hasard. Ce n'est pas parce que les signaux transmis ne plaisent pas qu'il faut en demander d'autres. »  
Fabienne Bister (Bister)**

chiffres électoraux. Globalement, ni le bloc de gauche socialiste et communiste ni le bloc à la droite des libéraux n'ont enregistré de « mouvements significatifs ». Il constate, certes, une radicalisation au sein de ces blocs – « et c'est effectivement inquiétant » – mais pas de nature, selon lui, à chambouler toutes les grilles de lecture. « Ce qui m'a frappé, c'est la lecture de ces résultats par le quatrième pouvoir, poursuit François Blondel. Toute la presse a titré sur la fracture du pays et validé la thèse de Bart De Wever sur les deux démocraties. C'est une profonde erreur. Nous avons trois ou quatre régions qui vivent des cycles économiques différents, ce qui n'a rien d'extraordinaire dans une perspective historique. Si tous les Etats dans lesquels des sous-régions traversent des cycles économiques différents devaient se séparer, l'Europe connaîtrait un incroyable morcellement. » Il insiste d'autant plus sur ce point que le confédéralisme et l'avenir institutionnel du pays ne furent jamais des thèmes de campagne et qu'il serait donc « vraiment énorme » d'y voir ensuite la réponse aux messages envoyés par les électeurs. « C'est le scénario de rêve des partis flamingants, ajoutez-t-il. Ne tombons pas dans le piège. »

Est-il possible d'éviter l'engrenage du démantèlement de l'Etat? Certains en doutent. « Le nationalisme est quelque

chose d'épouvantable, il ne sera jamais positif, pointe ainsi Bernard Delvaux. Il s'est introduit dans de nombreux esprits et, à un moment donné, il devient incontrôlable. » Frédéric Van Malleghem concède « un sentiment d'inéluctable » face au destin de la Belgique. « Parfois, il vaut mieux dire stop et repartir sur d'autres bases que de vouloir à tout prix sauver quelque chose qui sera de toute façon démantelé dans 10 ou 15 ans, dit-il. Si la Belgique était une entreprise, ses dirigeants devraient agir vite. Ce flou sur l'avenir du pays, économiquement, c'est peut-être la pire des choses. »

Ce Wallon qui a d'abord travaillé en Flandre avant de fonder son entreprise à Bruxelles invite à bien sérier les enjeux. « La montée de la xénophobie me fait peur, pas l'indépendance, poursuit Frédéric Van Malleghem. On peut parfaitement être indépendants et bienveillants, nous pouvons respecter nos différences et co-construire un nouveau projet. Quoi qu'il advienne, nos territoires resteront voisins et nous devons travailler ensemble. »

Fabienne Bister ne rejette pas a priori les demandes flamandes d'autonomie accrue. « De nombreuses matières ont été régionalisées et bien souvent, ça ne fonctionne pas trop mal, dit-elle. Les Wallons ne doivent pas avoir peur, ils peuvent se débrouiller. Mais parfois, la

régionalisation coûte cher et ne fonctionne pas. Je songe à la mobilité, par exemple. Tout le monde voit bien que les transports publics, les routes, les péages, etc., nécessitent une approche globale que le découpage actuel complique lourdement. Il faut alors avoir le courage, non pas de revenir en arrière, mais de réfléchir ensemble à d'autres formules plus efficaces. » Jusqu'à présent, il faut convenir que les évolutions ne vont que dans le sens d'une plus grande décentralisation, sans jamais le moindre bilan d'efficacité.

**3. Le retour devant les urnes** Et si on n'y arrive pas, faut-il repasser devant les électeurs dans quelques mois? Cette idée recueille peu d'échos dans le monde entrepreneurial. ➤



*«La montée de la xénophobie me fait peur, pas l'indépendance. On peut parfaitement être indépendantistes et bienveillants.»*  
**Frédéric Van Mallegheem (Cambio)**

De nos différents interlocuteurs, seul Frédéric Van Mallegheem n'écarte pas l'idée d'un retour devant l'électeur. Pas pour un vote classique mais pour répondre à des questions claires sur le devenir de l'Etat belge. « S'il y a une volonté claire d'autonomie économique, culturelle et politique, il faut la respecter », dit-il. Dans cette hypothèse, de nouvelles élections ressembleraient très fort à un référendum. « Un instrument à manier avec une extrême prudence, nous l'avons vu en Grande-Bretagne, objecte François Blondel. Je n'ai pas de conseil à donner mais je pense que nos représentants ne devraient pas se précipiter, par exemple pour former rapidement des exécutifs régionaux. La complexité de la situation impose de prendre un certain temps avant d'avancer. »

Trouver une issue à cette situation en apparence bloquée, c'est le rôle des responsables politiques. « Les Belges ont voté, il revient maintenant aux élus de faire leur job, c'est-à-dire de trouver un équilibre pour gouverner, assène Michael Jeanty. Je ne vois vraiment pas pourquoi il faudrait revoter. » « Les gens n'ont pas voté par hasard, renchérit Fabienne Bister. Ce n'est pas parce que les signaux transmis ne plaisent pas qu'il faut en demander d'autres. Au contraire, il faut

écouter ces signaux et tenter d'apporter des réponses au malaise exprimé. »

#### **4. La nécessité d'une ambition**

Si on ne veut ni d'aventure institutionnelle ni d'élections anticipées, il faut alors réussir à dégager une sortie de crise par le haut. C'est le mantra de Bernard Delvaux : trouver des politiques capables de « reformuler positivement le futur », de « donner des perspectives » aux citoyens. « Sans cela, les gens se réfugient dans le populisme et les raisonnements simplistes », ajoute-t-il. Quelques semaines avant le scrutin, il avait rédigé une carte blanche en ce sens avec une vingtaine de patrons. Il est convaincu que les quatre grandes familles politiques peuvent s'accorder sur des objectifs à 10-15 ans en matière de mobilité, d'intégration, de transition économique et énergétique. « Dès lors qu'on partage les objectifs, il est plus simple de mettre en place des plans d'action qui disposent d'une certaine constance, même si les majorités politiques diffèrent », dit-il.

Bernard Delvaux invite les partenaires sociaux à procéder au même exercice, en se projetant dans le long terme pour définir de nouvelles relations de travail qui répondront aux besoins des travailleurs autant que des employeurs. « En se plaçant dans la durée, on peut se rejoindre sur les objectifs et sortir du contexte de lutte des classes avec forcément un gagnant et un perdant, conclut le patron de la Sonaca. Il faut sortir des nœuds politiques car, fondamentalement, on se retrouve bien souvent sur les enjeux de long terme et les grands projets. » Sa réflexion s'inspire de l'évolution des entreprises publiques : toutes ont des objectifs à long terme avec un contrat de gestion. Chez bpost et Proximus, le pouvoir politique a ensuite fait un pas de côté et laissé le management de l'entreprise définir une stratégie de développement qui réponde à ce contrat de gestion. « A la SNCB, le politique n'a pas fait ce pas de côté et l'entreprise est loin d'avoir connu une évolution aussi impressionnante que bpost et Proximus. »

« Un gouvernement avec un vrai grand projet d'avenir, j'en meurs d'envie, ajoute Fabienne Bister. Mais sincèrement, qui peut y croire ? Qui est capable de porter cela ? Notre système politique est tellement barricadé que celle ou celui qui

voudrait initier une politique novatrice se heurterait à 1.000 freins. Yves Leterme avait battu le record des voix de préférence, qu'a-t-il pu faire ? La N-VA est entrée en force dans les gouvernements fédéral et flamand en 2014, qu'est-ce que cela a réellement changé ? »

François Blondel veut y croire. Il insiste pour que l'entrepreneuriat et la création de richesse soient au cœur de ce projet. « C'est indispensable pour que la Belgique puisse rester un pays de cocagne, dit-il. L'enjeu en Wallonie et à Bruxelles, c'est de parvenir à faire une révolution des mentalités, vers plus d'audace, de prise de risque, d'images positives de l'entrepreneuriat. Le Plan Marshall, les pôles de compétitivité, tout cela évolue dans le bon sens. Mais avec un côté frustrant car les résultats concrets prennent du temps. » Et si c'était aussi cela le message adressé par le nord du pays ? C'est la thèse de François Fornieri. « Les électeurs flamands ont voulu secouer les Wallons et



*«Trois ou quatre régions qui vivent des cycles économiques différents, cela n'a rien d'extraordinaire dans une perspective historique.»*  
**François Blondel**

leurs représentants, Bart De Wever en tête, mettent aujourd'hui la pression pour que nous changions certaines manières d'agir, conclut-il. C'est logique et je suis convaincu qu'à terme, ce ne sera pas mauvais pour la Wallonie. » ©